

LIVRET D'EXPOSITION

LES MAIRES DE LAON DE 1812 À 1983

À travers cette exposition, composée de biographies et d'images d'archives, découvrez les portraits et les réalisations des 21 maires qui ont marqué l'histoire de la Ville.



**DU 15 DÉCEMBRE 2025
AU 30 JANVIER 2026**

DE 8H30 À 12H ET DE 13H30 À 17H
ET 16H30 LE VENDREDI

HÔTEL DE VILLE - Place Général Leclerc



ACCÈS LIBRE

LES MAIRES DE LAON

Cette exposition a pour but de mettre en valeur
leurs biographies et leurs réalisations de 1812 jusqu'à 1983

Sous la Révolution

En 1789, les maires appelés « agents municipaux » sont élus au suffrage direct pour deux ans par les citoyens actifs de la commune payant une contribution égale à trois jours de travail.

Sont éligibles ceux qui paient un impôt équivalent à dix journées de travail. Après Thermidor an II (juillet 1794), la Constitution de 1795 met en place des municipalités cantonales avec un agent municipal qui y participe. Mais, la Constitution de l'an VIII (1799) revient sur l'élection des maires. Ils sont à nouveau nommés par le préfet pour les communes de moins de 5 000 habitants et par le Premier consul de la République pour les autres.

De l'Empire à la République

À compter de 1801, le maire est chargé seul de l'administration, les conseillers étant consultés que s'il le juge utile. Ceci prévaut jusqu'en 1867.

La Restauration conserve le principe de nomination et dès 1831, les maires sont nommés par le roi pour les communes de plus de 3 000 habitants et par le préfet pour les plus petites, ce qui perdure durant la Seconde République et le Second Empire.

Dès 1870, les maires sont élus par le conseil municipal, comme à Laon. Pour les villes de plus de 20 000 habitants, ils restent nommés par le préfet.

En 1884, une loi établit le principe de l'élection du maire par le conseil municipal quelle que soit l'importance de la commune (sauf Paris). La durée du mandat est fixée à quatre ans et allongée à six ans en 1929.

Pendant le gouvernement de Vichy (loi du 16 novembre 1940) les maires des communes de plus de 10 000 habitants sont nommés par le gouvernement, comme à Laon, et pour les communes de taille inférieure, ils sont nommés par le préfet.

Maires de Laon 1812-1983 :

- 1812-1815 : Jean-Charles-Louis Le Carlier de Colligy, inhumé à Saint-Just
- 1815 (1^{ère} restauration) Louis-Antoine de Beffroy de la Grève (1), inhumé à Saint-Just
- 1815 (Cent jours) : Marie-Charles-Henri-Philibert Le Carlier d'Ardon (1), inhumé à Presles-et-Thierny
- 1815 (2^{ème} restauration) Louis-Antoine de Beffroy de la Grève (2), inhumé à Saint-Just
- 1816-1821 : Eugène-Edmond Dolle (1), inhumé à Saint-Just
- 1822-1830 : Pierre-Joseph de Sars de la Suze, inhumé dans un lieu inconnu
- 1830-1832 : Marie-Charles-Henri-Philibert Le Carlier d'Ardon (2), inhumé à Presles-et-Thierny
- 1832-1833 : Jean-Auguste Oyon, inhumé à Saint-Just
- 1837-1840 : Ernest Le Carlier, inhumé dans un lieu inconnu
- 1842-1847 : Eugène-Edmond Dolle (2), inhumé à Saint-Just
- 1847-1848 : Jean-François-Charlemagne Paringault, inhumé à Saint-Just
- 1848-1850 : Simon Cocu, inhumé à Saint-Just
- 1850-1852 : Louis-Isidore Cordier, inhumé à Saint-Just
- 1852-1863 Auguste-Marie Charpentier de Beauvillé, inhumé à Saint-Just
- 1863-1871 : Louis- Alexandre Vinchon, inhumé à Saint-Just
- 1871-1887 Jean-François Glatigny, inhumé à Saint-Just
- 1887-1892 : Charles-Jules-Camille-Eugène Bonnot, inhumé à Saint-Just
- 1892-1919 : Georges Ermant, inhumé à Saint-Just
- 1919-1929 : Léon Nanquette, inhumé au cimetière de la Manoise à Laon
- 1929-1935 : Henri Lenain, inhumé à Saint-Just
- 1935-1940 : Marcel Levindrey, inhumé à Athies-sous-Laon
- 1940-1944 : René Gérandal, inhumé à Saint-Just
- 1944-1965 : Marcel Levindrey, inhumé à Athies-sous-Laon
- 1965-1977 : Guy Sabatier, inhumé à Saint-Just
- 1977-1983 : Robert Aumont, inhumé à Villers-Cotterêts.

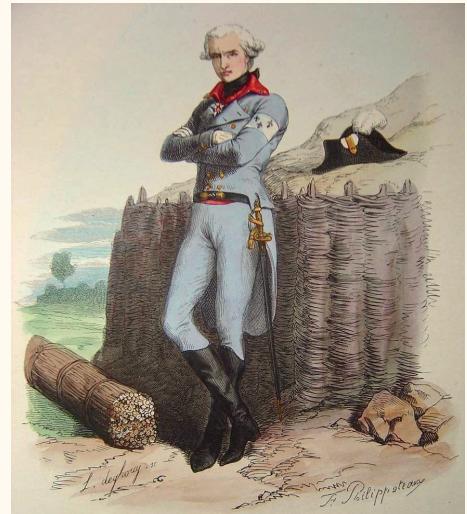


Jean-Charles-Louis LE CARLIER DE COLLIGY (1767-1836)

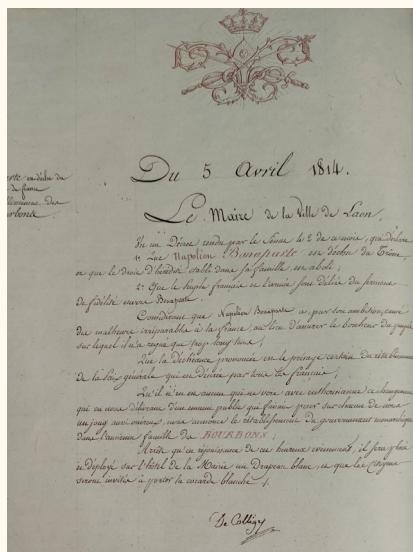
Maire de Laon de 1812 à 1815

Militaire et émigré

Fils d'un capitaine de cavalerie de carrière, Jean-Charles-Louis Le Carlier de Colligy, naît à Laon le 18 février 1767. En 1782, il devient, à quinze ans, sous-lieutenant dans le régiment de Condé, puis lieutenant dans le même corps. Il émigre en 1791 et reprend du service comme le noble à pied dans l'armée de Condé. Le titre de chevalier de Saint-Louis vient récompenser ce militaire fidèle. Il bénéficie de l'amnistie de 1802 qui lui permet de revenir sur ses terres.



Le noble à pied
(dessin de Léopold Deghouy, 1821-1861)



Arrêté du maire relatif au rétablissement de la
royauté en avril 1814
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 ID6),

Un royaliste maire sous Napoléon Ier

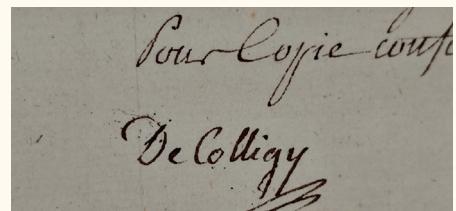
Malgré ses opinions politiques, il est nommé maire de Laon par décret impérial le 23 avril 1812. Pendant deux années, il dirige la municipalité en parfait administrateur. Lorsqu'arrive la Campagne de France, son passé de militaire le pousse à défendre la ville contre les Alliés prussiens et russes. Le 11 février 1814, grâce aux quelques soldats présents dans Laon et à un détachement de cavalerie, il réussit à faire reculer un groupe de cinquante cosaques qui veulent se faire ouvrir les portes de la ville.

Mais le lendemain, laissé seul responsable de la ville préfecture (le général commandant la place et le préfet se sont repliés sur La Fère !), alors qu'on annonce l'arrivée de 20 000 soldats, jugeant toute résistance impossible, le maire livre la ville, après avoir obtenu du prince russe Lapoukin l'assurance du respect des biens et de l'ordre.

À peine deux mois plus tard, le 5 avril, Le Carlier de Colligy, reniant Napoléon qui l'avait pourtant amnistié et nommé à la mairie, se réjouit du « rétablissement du gouvernement monarchique dans l'ancienne famille des Bourbons ».

Un député effacé

Huit ans après son mandat de maire, Le Carlier de Colligy ambitionne la députation. Il est élu député de l'Aisne le 18 mars 1823 et réélu le 6 mars 1824. Il semble bien qu'il se soit montré très discret pendant son mandat, si l'on en croit les rédacteurs du Dictionnaire des parlementaires français : « Il vota obscurément à la Chambre parmi les partisans des ministres ».



Signature de Jean-Charles Le Carlier de Colligy
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 ID5)

Une vie maritale bien remplie

Le Carlier de Colligy se marie trois fois. Sa première épouse, Marie-Françoise Martin-d'éziles, craignant d'être dépossédée de ses biens, obtient le divorce en 1792 comme femme d'émigré. La deuxième, Marie-Madeleine d'Hargicourt, décédée en 1834, est inhumée à sa gauche, tandis qu'à sa droite on trouve sa « veuve », Henriette-Françoise de Carondelet, épousée un an avant sa mort, et qui lui a survécu 25 ans !

Louis-Antoine de BEFFROY de la GREVE

(1756-1831)

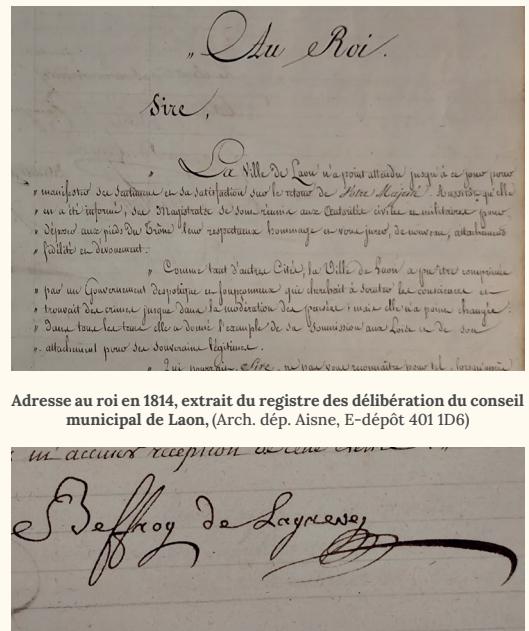
Maire de Laon en 1815

Un militaire au service de la royauté

Fils d'un capitaine des grenadiers, Louis-Antoine de Beffroy de La Grève, né à Reims le 11 août 1756, suit très tôt les traces de son père. À quinze ans, il est sous-lieutenant au régiment d'Orléans, lieutenant en second en 1779, en premier en 1781. Il émigre en 1791 et devient lieutenant dans l'armée des Princes, cavalier au 3ème régiment de cavalerie noble de l'armée de Condé. Cette glorieuse carrière lui vaut le titre de chevalier de Saint-Louis, décerné par Louis XVIII le 20 novembre 1816.

Des opinions politiques fluctuantes

De Beffroy de La Grève est donc un royaliste convaincu. Pourtant, il bénéficie de l'amnistie de 1802 et Napoléon le fait commandant de la garde nationale de Laon en 1808. Malgré tout, il est nommé maire par Louis XVIII en mars 1815. Ce qui ne l'empêche pas de porter une adresse de félicitations à Napoléon pendant les Cent-Jours et de signer, le 17 avril 1815, avec l'ensemble des conseillers municipaux, un serment d'obéissance à l'empereur : « Je jure obéissance aux constitutions de l'Empire et fidélité à l'Empereur ». Il est cependant écarté mais rétabli dans ses fonctions dès le retour de Louis XVIII à qui il envoie une adresse le 20 juillet 1815 : « Au Roi. Sire, la ville de Laon n'a point attendu jusqu'à ce jour pour manifester le sentiment de sa satisfaction sur le retour de Votre Majesté. Aussitôt qu'elle a été informée, ses Magistrats se sont réunis aux autorités civiles et militaires pour déposer, aux pieds du Trône leurs respectueux hommages et vous jurer, de nouveau, attachement, fidélité et dévouement ». Un parfait exemple d'adaptabilité politique !



Signature de Louis-Antoine Beffroy de La Grève
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 ID6)



Portrait de Louis-Antoine Beffroy de La Grève
(Maxime de Sars, Huit cent ans de municipalité)

Un mandat éphémère

De Beffroy de La Grève ne reste que quelques mois maire de Laon. Son mandat est essentiellement marqué par l'occupation de la ville par les soldats cosaques et prussiens. Devant cette situation, l'essentiel du travail de la municipalité consiste à trouver des accommodements avec les occupants, à solutionner les problèmes de logement et de ravitaillement et à répondre aux nombreuses réquisitions. Les occupants quittent la ville en janvier 1816, date à laquelle de Beffroy de La Grève occupe la place de conseiller à la préfecture après sa démission en décembre 1815.

Une pierre tombale peu commune

Louis-Antoine de Beffroy de la Grève meurt le 1er juin 1831. Enterré au cimetière Saint-Just, sa pierre tombale, certainement d'inspiration antique, se présente sous la forme d'un temple au toit arrondi et sculpté (tuiles et croix massive). Une plaque de cuivre gravée rappelle sa carrière militaire et politique.

Marie-Charles-Henri-Philbert Le Carlier d'Ardon (1778-1860)

Maire de Laon en 1815 et de 1830 à 1832

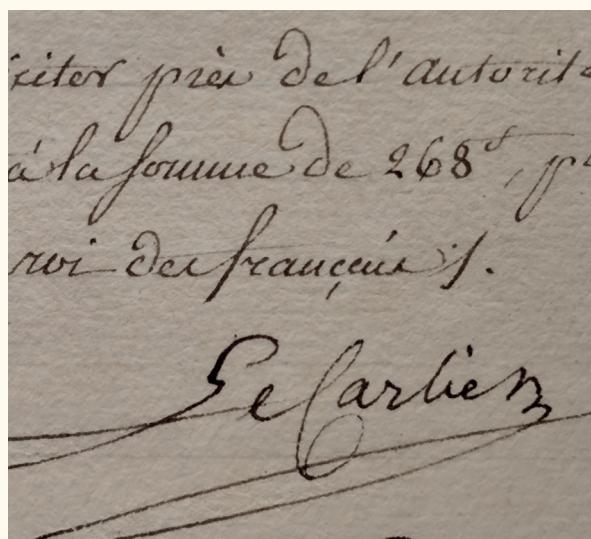
« *L'idole des Laonnois* »

Né à Laon le 19 septembre 1778, il est le fils de Marie-Joseph-François Philbert Le Carlier, lui-même maire de Laon, secrétaire du roi, député et ministre de la Police sous le Directoire, et de Jeanne Henriette Geneviève Mahieu de Vauvillé. Il porte le nom de Le Carlier d'Ardon, où il est propriétaire du château, pour se distinguer de son cousin royaliste et également député, Le Carlier de Colligis.

Très populaire, bien que riche et représentant les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie, il devient « *l'idole des Laonnois* ». Il est élu une première fois député de l'Aisne en mai 1815, mais se fait peu remarquer durant cette courte législature des Cent-Jours.



Portrait de Marie Charles
Le Carlier d'Ardon



Signature de Marie Charles Le Carlier d'Ardon
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 ID9)

« *La girouette d'Ardon* »

Il assure tout d'abord le commandement de la garde nationale de Laon, mais la délaisse pour devenir maire de la ville en mai 1815, date à laquelle il devient également conseiller général du département de l'Aisne.

À deux reprises, de 1819 à 1823 et de 1827 à 1834, Le Carlier d'Ardon siège à la Chambre des députés sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

Il signe « l'adresse des 221 députés » à l'attention du roi Charles X, exprimant ainsi sa défiance à l'égard du prince de Polignac, président du conseil des ministres.

Il soutient la Monarchie de Juillet qui porte au pouvoir en 1830 le roi Louis-Philippe 1er. Il reprend la mairie la même année jusqu'en 1832.

Dans la ligne de mire de Victor Hugo

C'est sous son second mandat que Le Carlier d'Ardon attire les foudres de Victor Hugo. L'illustre écrivain s'insurge contre sa décision de raser l'ancien palais royal et la tour dite de Louis d'Outremer pour créer la place de l'hôtel de ville. Conseiller général jusqu'en 1836, il quitte définitivement la vie politique en se retirant à Presles-et-Thierny où il décède le 25 janvier 1860 et où il est inhumé.



Le château d'Ardon (Coll. partic.)



Palais royal de Laon, dessin XVIIIe siècle (Archives dép. Marne, 56 H 504)

Eugène-Edmond DOLLÉ

(1770-1847)

Maire de Laon de 1816 à 1821 et de 1842 à 1847

Un bourgeois gentilhomme

Eugène-Edmond Dollé est né à Laon le 29 juillet 1770. Il est le fils de Jacques-Etienne Dollé, arpenteur royal en la maîtrise des Eaux et forêts, autant dire qu'il appartient à la bonne bourgeoisie laonnaise. Il est nommé notaire à Laon en janvier 1801 et tient son étude au 9, rue du Parvis, jusqu'en mars 1833, date à laquelle il la cède à son fils Charles. Il est nommé conseiller municipal par Napoléon en 1808. Huit ans plus tard, il renie l'Empereur et fait allégeance aux Bourbons. Il est nommé maire de Laon par ordonnance royale du 28 mai 1816. Il reçoit le titre de chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur le 1er mai 1821. Il est confirmé dans son mandat de maire en juillet 1821, mais démissionne en septembre de la même année.



Armes figurant sur la tombe
(cliché A. Ziegelmeyer)

En novembre 1822, par lettres patentes, Louis XVIII autorise Dollé à porter le titre personnel de chevalier, avec les armoiries qui lui correspondent. Ce titre de noblesse sera transmis à toute sa descendance à condition que son fils et son petit-fils soient à leur tour admis dans l'ordre de la Légion d'honneur (ordonnance royale du 8 octobre 1814).

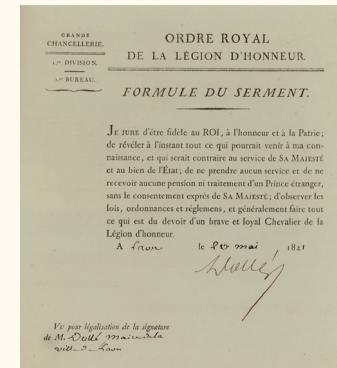
Le 9 janvier 1842, c'est donc le chevalier Eugène-Edmond Dollé qui est appelé à un second mandat de maire qu'il exerce jusqu'à son décès le 10 février 1847. Ses armoiries figurent sur sa pierre tombale : « *D'or à une forêt de sinople, terrassée de sable, au lévrier d'argent assis et brochant sur le tout* ». La pierre jumelle, fort dégradée, est celle de son épouse Gabrielle-Louise-Madeleine de La Campagne, décédée en 1855.



Portrait d'Eugène Dollé
(par Edme Quenedey, 1756-1830, conservé
au Conseil supérieur du notariat à Paris)

Un premier mandat scandaleux

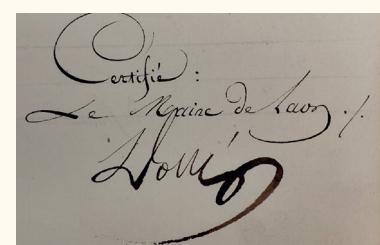
Le premier, de 1816 à 1821, se révèle assez chaotique. En effet, on frise le scandale lorsqu'une commission de six conseillers est chargée d'examiner les comptes de Dollé, maire démissionnaire. Il s'avère que les registres sont très mal tenus : depuis 1819, ils ne sont jamais signés par les conseillers municipaux et certaines dépenses n'y figurent même pas, ainsi les 1138 francs dépensés par la ville en 1821, lors du passage de la duchesse de Berry à Laon. La nouvelle municipalité va donc accepter un « don » de 1904 francs offert par Dollé pour équilibrer les comptes !



Formule du serment pour
la Légion d'honneur
(Arch. nat, LH//784/63)

Un second mandat honorable

Le second mandat du chevalier Dollé est heureusement moins catastrophique. En avril 1843, le maire se réjouit du classement de la cathédrale au titre des monuments historiques : « *Cet édifice pourra donc recevoir des secours sur le crédit affecté à la restauration et à la conservation des monuments historiques* ». Et, en effet, la ville participe au financement des travaux menés par l'architecte Van Cleemputte aux côtés d'autres partenaires (état, Département, fabrique paroissiale...). C'est à Dollé que l'on doit aussi l'installation dans la ville de l'éclairage au gaz. Le 15 décembre 1845, la municipalité signe un contrat avec Charles-Louis Caille pour créer l'entreprise nommée « Éclairage au gaz de Laon ». L'usine à gaz, entre les faubourgs de Vaux et Saint-Marcel, est mise en service le 3 décembre 1846, moins de trois mois avant le décès d'Eugène-Edmond Dollé.



Signature d'Eugène Dollé
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D9)

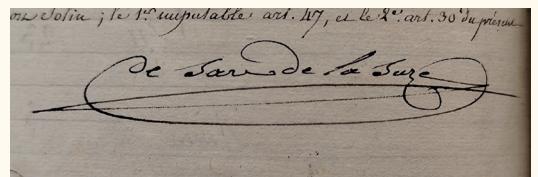
Pierre Joseph de SARS DE LA SUZE

(1779-1834)

Maire de Laon de 1822 à 1830

Une famille de vieille noblesse

Les de Sars qui ont fait souche dans le Laonnois sont issus très certainement de la vieille noblesse de Flandre et du Hainaut. Pierre Joseph, fils de Jean-Charles de Sars et de Marie Chevalier de Buzerolle, est né à Laon le 3 février 1779. Propriétaire terrien, il possède un vendangeoir à Nouvion-le-Vineux et des terres au lieu-dit *La Suze*, situé à Montigny-le-Franc. Son grand-père maternel a été maire de Laon de 1752 à 1756 et de 1766 à 1772 et son père de 1800 à 1802. Il est à son tour nommé à cette fonction par ordonnance royale du 27 mars 1822, en remplacement d'Edmond Dollé, démissionnaire.

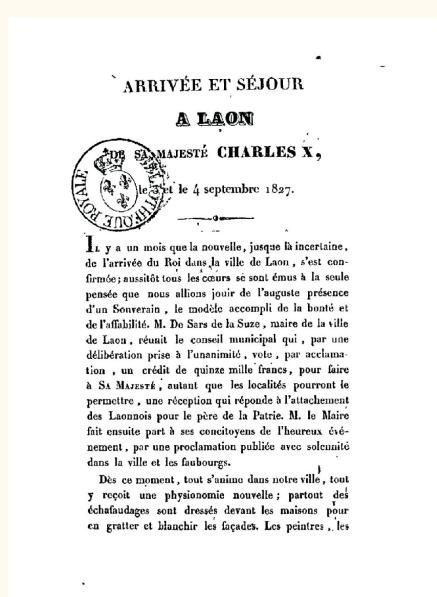


Signature de de Sars de La Suze (Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D5)

Huit ans d'un mandat difficile

En 1822, les destructions causées à la ville par l'occupation et les réquisitions russes et prussiennes de 1814 et 1815 sont loin d'être réparées. Par ailleurs, la municipalité ne dispose que d'un faible budget, surtout alimenté par l'octroi et déjà grecé de dettes.

Les travaux réalisés pendant le mandat de Pierre Joseph de Sars de la Suze sont donc relativement modestes. En ce qui concerne la voirie, plusieurs rampes d'accès détruites pendant l'occupation sont reconstruites et les fossés au pied des remparts sont comblés pour réaliser des promenades arborées. La transformation la plus importante se situe au niveau de la porte de Soissons : la rue Saint-Martin est prolongée et on modifie le tracé de la voie d'entrée dans la ville avec une nouvelle porte (détruite en 1890) au nord de l'ancienne. En 1822, une partie des marais communaux est asséchée et, en 1823, on construit, en bas de la porte d'Ardon, un lavoir public, encore visible de nos jours. En 1828 est créée l'école municipale de musique, et en 1830 commence l'aménagement de la place de l'hôtel de ville.

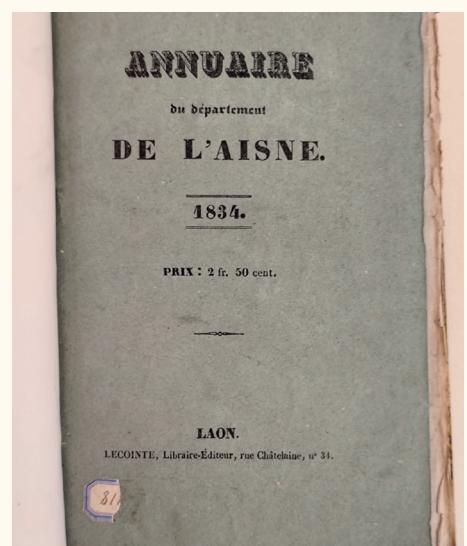


Extrait de l'opuscle d'Husson-Fleury sur l'entrée de Charles X à Laon en septembre 1827
(Bibl. nat. Fr., 8-LB49-698)

Un maire légitimiste

De Sars de la Suze voit une fidélité sans bornes aux Bourbons. C'est avec un immense plaisir qu'il accueille avec faste la dauphine en 1826 et surtout Charles X, le 3 septembre 1827. Le roi, auquel il présente au nom des Laonnois « *l'hommage de nos vœux d'un sincère amour* », lui offre une tabatière en or. C'est donc sans surprise qu'on ne trouve pas sa signature au bas de la lettre de félicitations adressée par la municipalité laonnoise le 27 août 1830 à Louis-Philippe. De Sars démissionne quelques jours plus tard, avec un adjoint et dix conseillers.

Celui que *l'Annuaire du département de l'Aisne* de 1834 qualifie d'« *ami passionné de son pays* » meurt le 8 octobre 1833, dans son vendangeoir de Nouvion-le-Vineux. On ignore où il repose.



Couverture de l'Annuaire administratif du département de l'Aisne édition 1834 (Arch. dép. Aisne, 8° R 19/25)

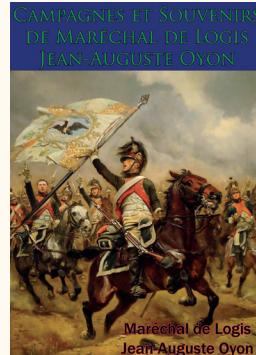
Jean-Auguste OYON

(1783-1852)

Maire de Laon de 1832 à 1833

Un valeureux maréchal des logis

Jean-Auguste Oyon, né à Laon le 27 septembre 1783 est le dernier né d'une famille de neuf enfants. Son père est garde général des Eaux et forêts, sa mère Marie Elisabeth Watier est une nièce du maréchal Serurier. Quatre frères périssent durant les guerres de l'Empire. Lui-même s'engage dans l'armée en 1802 dans le 4ème régiment de Dragons. Il est blessé au poignet lors de la bataille de Villaviciosa (Portugal) en 1808.



Couverture du récit des campagnes militaires de Jean-Auguste Oyon



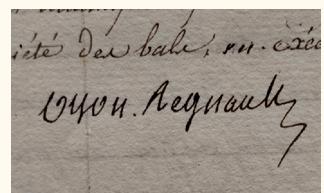
Portrait de Jean-Auguste Oyon-Regnault
(Cahier de la Sabretache, 1913)

« Féministe » avant l'heure

Il se marie en 1811 avec Louise Thérèse Regnault issue d'une famille très fortunée, ce qui lui permet de se retirer de l'armée en 1815 et de commander la garde nationale de Laon. Ils ont un seul fils, Louis-Auguste, né en 1811. Dès lors, il accole le nom de sa femme au sien et se nomme Oyon-Regnault.

Ils habitent 16, rue du Chat (actuelle rue du Père-Marquette).

En 1815, il reçoit la Légion d'honneur, à Laon, des mains de l'Empereur Napoléon Ier en route pour Waterloo.



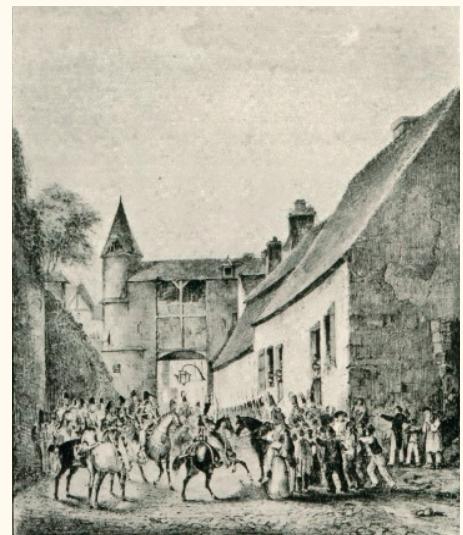
Signature de Jean-Auguste Oyon
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D6)

Entre démolitions et constructions

Depuis la Révolution de Juillet 1830, la mairie est administrée par Marie-Charles Le Carlier d'Ardon que ses fonctions de député retiennent à Paris. C'est donc Jean-Auguste Oyon, deuxième adjoint, qui remplit le rôle de maire.

Il est averti, le 30 octobre 1831, de la venue à Laon du duc d'Orléans et de son frère le duc de Nemours. Il faut alors organiser, à la hâte, leur passage et une grande réception à l'hôtel de ville. Le lendemain matin, les princes passent en revue les troupes des gardes nationaux au champ Saint-Martin. Jean-Auguste Oyon est nommé maire par ordonnance royale en avril 1832 jusqu'en juin 1833. Son mandat est marqué par les événements suivants :

- fin de la démolition de la tour dite de « Louis d'Outremer », fortement contestée par Victor Hugo, afin d'agrandir la place de l'hôtel de ville
- vote en mars 1833 du projet de l'édification de l'hôtel de ville
- démolition de la porte Lupsault pour élargir l'entrée de la ville
- création d'une école normale pour instituteurs face à la préfecture en 1833.



Lithographie de Coutant illustrant la sortie des ducs d'Orléans et de Nemours par la porte Lupsault
(Bulletin de la Société historique de Haute-Picardie, t. 11, 1933)



Affiche d'adjudication pour la démolition de la tour Louis-d'Outremer (1831, Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 1062/2)

Durant son mandat, il doit faire face à l'épidémie de choléra et doit prendre des arrêtés de mesures de protection et d'hygiène : ouverture d'un abattoir afin d'interdire les abattages par les bouchers intra-muros, nettoyage systématique des rues et des maisons afin de rendre la ville plus salubre et contrer l'épidémie. Celle-ci est maîtrisée en décembre 1832, mais remplacée par une autre épouvante : l'arrivée de 79 loups durant l'hiver !

Lassé par ces difficultés et les réactions engendrées au sein du conseil municipal et d'une partie de la population, il démissionne le 17 juin 1833 et décède vingt ans plus tard.

Ernest LE CARLIER

(1811-1888)

Maire de Laon de 1837 à 1840

Une lignée de maires

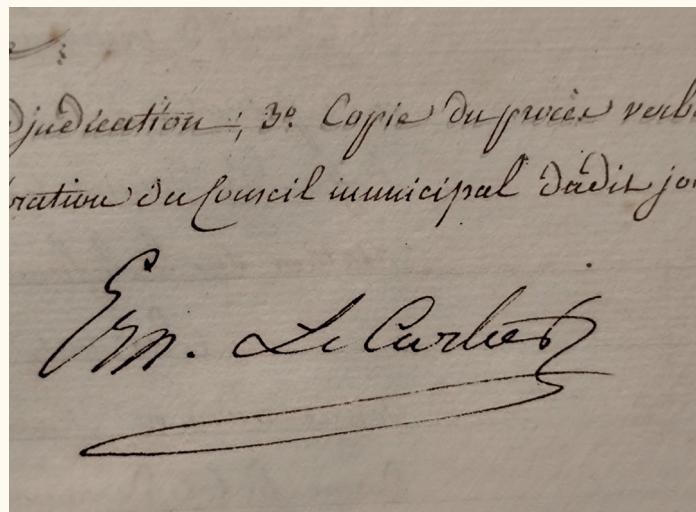
Ernest Le Carlier est né à Laon le 17 juillet 1811, du mariage de Marie-Charles Philibert Le Carlier, dit Le Carlier d'Ardon et d'Amélie-Thérèse de Bure. Son père et son grand-père ont été maires de la ville, respectivement sous la Révolution et la Restauration.

Le 25 février 1833, Ernest Le Carlier épouse Louise Forquenot de La Fortelle, sa cousine germaine, puisqu'elle est la fille de Louis Forquenot de La Fortelle et d'Aimée Le Carlier d'Ardon, sœur de son père. Il est alors mentionné comme « propriétaire ».

Le 15 juillet 1837, Ernest Le Carlier est nommé maire par le pouvoir royal, à l'âge de 26 ans seulement. Il s'appuie sur ses deux adjoints, Jean-François Paringault et Victor Suin.



Extrait du plan d'alignement de 1829, place de l'hôtel de ville
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401018)



Signature d'Ernest Le Carlier (Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D8)

Un court mandat

Durant son mandat, on lui doit la dénomination des rues et le numérotage des maisons, le partage des marais de Cohayon entre Laon et Chambry ou encore l'abandon du projet de destruction de la chapelle des Templiers, jadis envisagé pour percer une rue.

En 1838, il réceptionne les travaux du nouvel hôtel de ville réalisé par l'architecte Bringol, mais qui présente très rapidement de nombreuses malfaçons.

Ernest Le Carlier projette également d'agrandir la place de l'hôtel de ville vers le sud en rasant quelques maisons pour relier la rue Châtelaïne et la Préfecture, mais il est désavoué par des riverains et une partie du conseil.

Déçu, il démissionne de son poste de maire le 14 septembre 1840, mais fait encore partie du conseil municipal jusqu'en 1846, puis de 1848 à 1852. Il réside alors dans le faubourg de Leuilly.

En 1852, il refuse de prêter serment à Napoléon III, en raison de ses convictions monarchistes. Cet acte marque la fin de sa présence au sein du conseil municipal.

Une longue retraite à Presles-et-Thierny

En 1853, le tribunal civil de Laon prononce sa séparation de corps avec Louise Forquenot, en raison d'une relation adultérine qu'il entretient avec une certaine Élise Lecat dont sont nés deux enfants. À la même époque, il quitte Leuilly et s'installe définitivement à Presles-et-Thierny vivant comme rentier. Il meurt dans cette localité le 29 juin 1888 et une partie de son patrimoine est partagé entre ses deux enfants légitimes, Fernand, ingénieur et propriétaire à Léognan en Gironde, et Amélie Henriette. Il lègue en faveur de la commune et de la fabrique de Presles-et-Thierny, sa maison qu'il scinde en deux. Pour le bureau de bienfaisance, il laisse une rente servant à financer les frais d'entretien et de séjour des pauvres du village soignés à l'hôtel-Dieu de Laon ou à l'hospice de Montreuil. On ignore où il repose précisément, probablement à Presles-et-Thierny.



Plan de sa propriété à Presles-et-Thierny, partagée après son décès entre la commune et la fabrique (Arch. dép. Aisne, 140 E 55)

Jean-François Charlemagne PARINGAULT (1790-1861)

Maire de 1847 à 1848

Un juriste à Laon

Jean-François Charlemagne Paringault naît à Berthenicourt le 9 novembre 1790 du mariage d'Antoine Joseph, cultivateur et meunier, et de Catherine Julie Marin. Il est issu d'une famille très nombreuse qui compte 21 enfants. Il suit des études de droit et sort diplômé de la faculté de Paris en 1815, « avec éloge ».

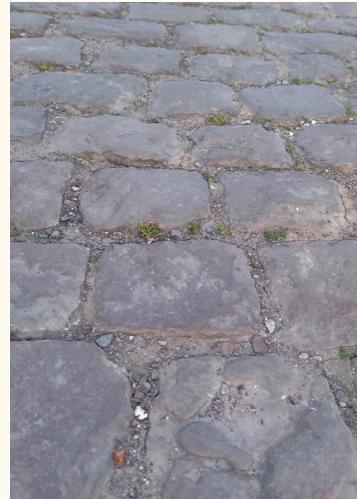
Il est attesté comme avoué près le tribunal de première instance de Laon entre 1816 et 1846 et exerce la présidence de la chambre des avoués.

De l'intérim à l'officialisation

En avril 1830, sur ordonnance royale, il intègre le conseil municipal en remplacement de Jacques François Laurent Devisme, décédé.

En 1832, il devient l'adjoint d'Auguste Oyon-Regnault puis, après la démission de ce dernier, fait fonction de maire de 1833 à 1835. Pendant ces dix-huit mois, quelques chantiers sont lancés ou poursuivis :

- installation de réverbères dans les faubourgs d'Ardon et de Vaux
- achèvement du pavage de la place de l'hôtel de ville
- rédaction des statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance
- travaux de la commission pour la construction du nouvel hôtel de ville
- assèchement des marais autour de Laon.

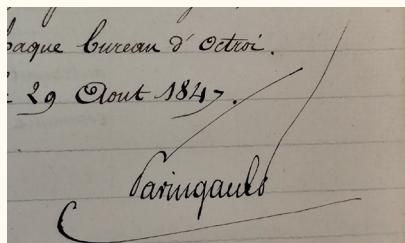


Pavage à Laon (cliché J.-Ch. Dumain)



L'allumeur de réverbère

Désigné maire par ordonnance royale en 1835, il décline cette nomination, ne s'estimant pas légitime pour exercer cette charge.



Signature de Jean-François Paringault
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 4012D9)

Il reste néanmoins au conseil municipal et devient, entre 1837 et 1847, premier adjoint d'Ernest Le Carlier et d'Eugène Dollé. Au décès de ce dernier, Jean-François Paringault prononce un discours élogieux sur sa tombe, puis est nommé maire par ordonnance royale du 9 mars 1847. Cette fois-ci, Paringault qui affirme de solides convictions royalistes, accepte cette nomination. Son bref mandat est notamment marqué par de nombreux travaux de voirie et l'acquisition de bascules pour les octrois de Vaux et Ardon.

Des Bourbons à Bourbonne-les-Bains

La révolution de février 1848 provoque la chute de Paringault, qui répond aux soucis d'ordre de la population, « principe éternel dont le respect est la plus sûre garantie de toutes les libertés humaines ». Il redevient simple conseiller pour quelques mois, estimant avoir accompli son devoir et fait acte de bon citoyen.

Son esprit d'ordre et sa capacité à traiter des affaires administratives favorisent sa nomination comme conseiller de préfecture par décret du prince-président Louis-Napoléon en 1849, poste qu'il occupe jusqu'en 1860.

Il meurt l'année suivante à Bourbonne-les-Bains, où il soignait ses douleurs. Au moment de son décès, il réside au n° 2 de la rue du Chat (actuelle rue du Père-Marquette). Il est inhumé dans le cimetière Saint-Just, dans une concession temporaire de quinze ans.

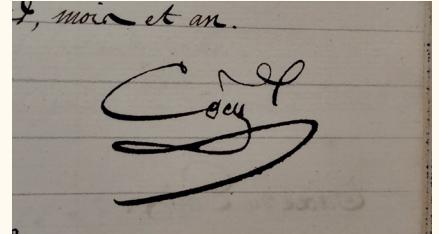
Simon COCU

(1790-1855)

Maire de Laon de 1848 à 1850

Juriste dans l'âme

Simon Cocu est né le 10 septembre 1790 à Noircourt du mariage entre Antoine Cocu, laboureur, et Nicole Barbier. En juillet 1813, ce géant (il mesure 1 mètre 86) intègre l'armée napoléonienne dans le premier régiment de gardes d'honneur, régiment de cavalerie légère. Toutefois, il déserte l'année suivante à Blois. Le 15 février 1818, il épouse Marie Catherine Sophie Wateau à Montcornet, d'où elle est originaire. Il est alors avoué près le tribunal de première instance de Laon. En 1830, il est attesté comme avocat puis dès 1834 comme suppléant du juge de paix du canton de Laon. Il exerce ensuite comme notaire entre 1836 et 1846.



Signature de Simon Cocu
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D9)



Arbre de la Liberté en 1848
(Bibl. nat. Fr., Collection de Vinck.
Un siècle d'histoire de France par l'estampe,
1770-1870. Vol. 110)

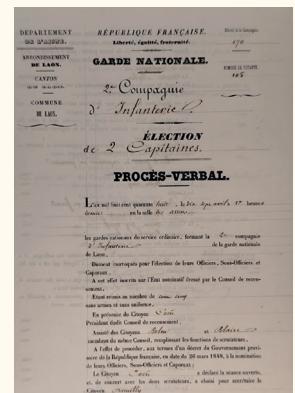
Un fervent républicain

Il est nommé maire le 12 mars 1848, quelques semaines après l'abdication de Louis-Philippe et l'avènement de la deuxième république. Le Journal de l'Aisne écrit alors que « Les intérêts de la ville ne pouvaient être mieux confiés qu'à Monsieur Cocu si on s'en rapporte à l'exactitude dont il a fait preuve comme conseiller municipal ». Dans son discours inaugural, Simon Cocu se définit comme « peu initié aux affaires de l'administration municipale », et dit avoir hésité « à accepter cette haute mission au-dessus de mes forces ». Mais il refuse de reculer « devant un fardeau trop pesant », au risque d'être considéré « comme un citoyen tiède ». Il affiche de fermes convictions républicaines dans ses discours et dans ses actes, s'opposant aux anciens royalistes. Peu de temps après sa nomination, il fait planter un arbre de la Liberté, réceptionne un buste de Marianne pour l'hôtel de ville et applaudit à la répression des manifestations parisienes par le nouveau pouvoir au printemps 1848.

Son mandat

Dès son élection, la garde nationale est réorganisée en application du décret du 26 mars 1848 et doit compter 1478 citoyens. À ce sujet, il s'élève contre les immunités au nom du « régime actuel de l'égalité des droits et des devoirs des citoyens ».

Il lance également les travaux de la rampe reliant le faubourg de La Neuville à la porte de Soissons, pour relier plus facilement le chemin de grande communication de Chauny à Laon via Saint-Gobain. Ces travaux sont confiés aux ateliers sociaux, anciens ateliers de charité. 69 parcelles appartenant à 46 propriétaires sont expropriées. Ces travaux sont achevés à la fin de l'année 1848.



Procès-verbal d'élection de deux capitaines au sein de la garde nationale de Laon en 1848
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 3H10)

Généreux jusqu'à la fin

Dès 1850, Simon Cocu est souvent absent pour raisons de santé et la fonction de maire est assurée successivement par ses adjoints Louis Blanchevoy et Barthélémy Poupart, puis par les conseillers Amant Maqua et Louis Cordier. Il meurt le 5 octobre 1855 à Compiègne et son corps est rapatrié au cimetière Saint-Just où il est inhumé aux côtés de son unique fils Antoine, qualifié « d'homme de lettres ». Dans son testament rédigé dès juin 1851, il établit son épouse comme légataire de ses biens et demande que soient donnés au bureau de bienfaisance de Laon, au jour de son décès, 500 kilogrammes de pain et une somme de 1000 francs.

Louis-Isidore CORDIER

(1796-1853)

Maire de Laon de 1850 à 1852

De la terre à la médecine

Louis-Isidore Cordier est né à Alaincourt, près de Moy-de-l'Aisne, en février 1796. Son père, Jean-Alexis, est cultivateur et maire de ce village. Sa famille paternelle est issue de ce terroir et travaille la terre. Sa mère Marie Anne Rosalie Detalle est veuve en premières noces.

Il fait des études secondaires puis s'oriente vers la médecine et devient docteur à l'hôtel-Dieu de Laon.

En avril 1818, il se marie avec Marie Françoise Adèle Nachet, fille d'Edme Antoine Nachet, alors chirurgien en chef des hospices civils de Laon.

Son beau-père joue un rôle majeur lorsqu'en avril 1783, on fait appel à lui pour superviser la translation du cimetière de l'hôpital général de Laon qui avait été établi au champ Saint-Martin, en vue de construire une caserne (emplacement actuel du lycée Paul-Claudel). Les corps ont été ensuite inhumés dans un « jardin d'environ vingt verges à la porte Saint-Just, entouré de haies, pour en faire un cimetière pour les pauvres (...) ». Cet espace funéraire jouxte le cimetière délocalisé, depuis 1780, de la paroisse Saint-Michel : ces deux terrains sont à l'origine de l'actuel cimetière.



Cliché du médaillon au-dessus de la porte de la maison de tolérance, rue des Frères (Cliché partic.)

Des projets pour la ville en expansion

Son mandat porte sur les aménagements des nouvelles rampes d'Ardon et de Vaux, afin de faciliter le passage des diligences. Malgré un désir de développement urbain et économique, la ville ferme encore ses portes le soir, ce qui l'enferme dans ses remparts au grand dam des habitants. En 1851, afin de développer ses activités économiques liées à l'agriculture, la ville crée un comice agricole.

Les activités intellectuelles sont également en plein essor, notamment avec la création d'une « société d'antiquaires » (passionnés de l'Antiquité) et le développement de la société académique de Laon, très active dans les domaines archéologiques et historiques.

Malade, Louis-Isidore Cordier se retire des affaires municipales fin 1852 dans sa maison de campagne d'Urcel où il décède en décembre 1853. Il repose dans le caveau de sa belle-famille au cimetière Saint-Just.

*t - royer d'arrondissement est chargé
à - Sacambre et Delgobe, chacun
exécution immédiate .
dite jour, mois et ans./.
D. J. L. cordier,*

Signature de Louis Isidore Cordier (Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D10)

Rôle dans le domaine médical

Les doubles fonctions de médecin et de maire de Louis-Isidore lui permettent de donner son accord au maintien d'une « maison de tolérance », rue des Frères, malgré les protestations dues aux nuisances près de l'hôpital !



Médaille de la Société académique de Laon (Coll. partic.)

Auguste-Marie CHARPENTIER de BEAUVILLÉ (1796-1879)

Maire de Laon de 1852 à 1863

Noblesse laonnoise

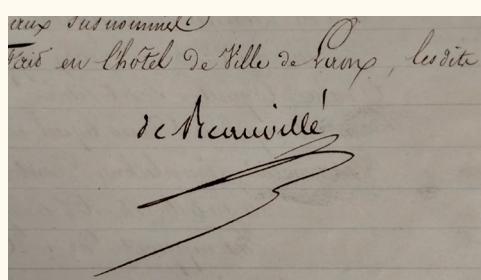
Auguste-Marie est le fils d'Adrien Marie-Louis Charpentier de Beauvillé, avocat à Laon, et de Marie- Louise Elisabeth d'Y de Résigny (élève chez les Demoiselles de Saint-Cyr), familles très honorables du Laonnois. Après des études classiques au lycée de Reims, il est nommé conseiller de préfecture du département de l'Aisne de 1821 à 1830.

À l'écoute des administrés

Ses connaissances pratiques des affaires le font nommer successivement adjoint de 1847 à 1848, puis maire de 1852 à 1863. Durant toutes ces années d'administration de la ville, « Monsieur Charpentier de Beauvillé fait preuve d'une parfaite équité, d'un grand esprit de conciliation et d'une charité discrète ».

Il est président de la Société de secours mutuels de Laon, à l'origine des mutuelles, sociétés fondées par Napoléon III en 1852. Il est également membre de la Société académique de Laon qui lui doit d'intéressants travaux historiques. Enfin, Auguste-Marie Charpentier de Beauvillé, organiste, achète avec ses propres deniers l'orgue de chœur de l'église Saint-Martin. L'Abbé Ply, curé de cette église écrit que « C'est ainsi que l'on vit, pendant plusieurs années, M. le maire de Laon tenir l'orgue... le parfum municipal que fleurait sa musique ne doit pas nous empêcher de louer son effort, sinon son succès... ».

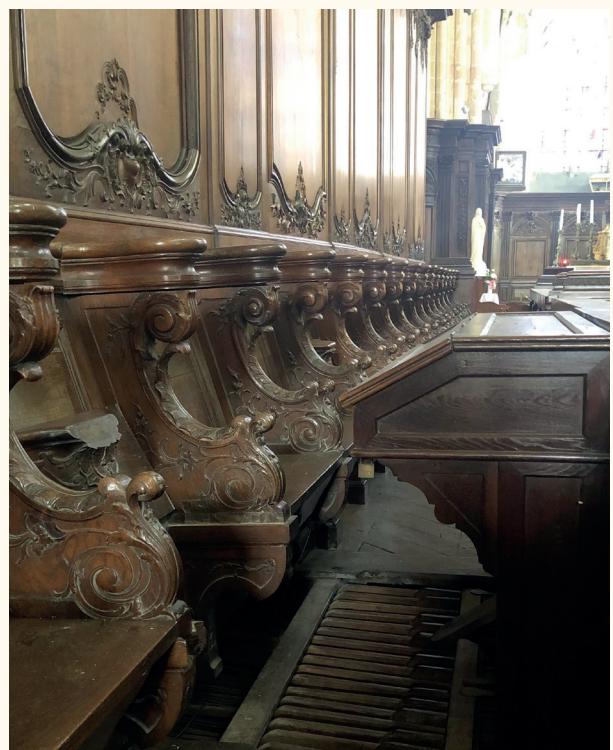
Ces différents services rendus par M. de Beauvillé lui valent la croix de la Légion d'honneur au titre de chevalier en 1859. Retiré de la vie publique en 1863 pour raison de santé, il décède en janvier 1879, « sans alliance », en sa demeure, 15 rue Saint Martin.



Signature de Charles Auguste Charpentier de Beauvillé
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D10)



Gare de Laon (coll. partic.)



Orgue et stalles de l'église Saint-Martin (cliché A. Khoury)

Un mandat lié à l'essor industriel et ferroviaire

D'abord adjoint au maire de Laon Isidore Cordier durant deux ans, M.de Beauvillé est nommé maire de la ville par décret de Napoléon III en juillet 1852. Sous son administration, plusieurs projets sont réalisés, notamment l'ouverture de la nouvelle rampe d'Ardon en 1858 et un nouvel abattoir près de la porte du même nom. En 1859, la bibliothèque et le musée sont installés dans l'hôtel légué à la ville par Madame Milon de Martigny, situé rue du Bourg.

Lors des délibérations municipales, le sujet principal repose sur les tracés des axes ferroviaires. La Compagnie du Nord délaisse celui passant par Laon au profit de Saint-Quentin. Une liaison Tergnier-Reims est néanmoins établie en 1857 et en 1866 une ligne Paris-Soissons est ouverte.

Dès 1856, une gare est construite, ce qui va développer un nouveau quartier majeur pour la ville préfecture.

On assiste en France et dans le Laonnois en ce milieu du XIX^e siècle à l'expansion industrielle et agricole (liée à la culture de la betterave) qui rend nécessaire ce nouveau moyen de transport qu'est le chemin de fer.

Louis Alexandre VINCHON

(1821-1884)

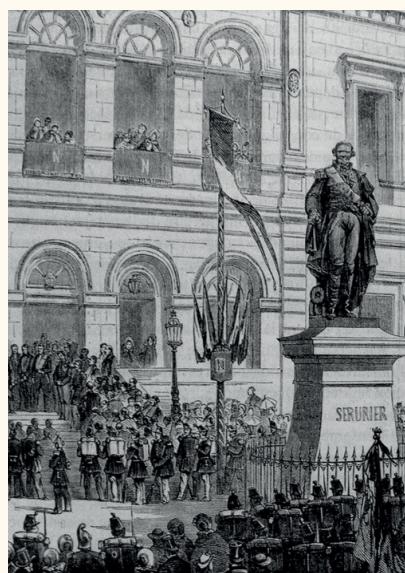
Maire de Laon de 1863 à 1871

Le juge de paix

Né le 26 mars 1821 à Péronne, Louis-Alexandre Vinchon est le fils de Marie Jean-Baptiste Vinchon, propriétaire, et de Victoire-Pélagie Cadot.

En 1847, après des études littéraires et juridiques, il vient se fixer à Laon et épouse sa cousine, Isaure Louise Cadot, fille d'un avoué laonnois. Le couple Vinchon habite d'abord au n° 14 puis au n° 24 de la rue du Cloître.

Inscrit au barreau de Laon en 1848, il est avocat pendant 10 ans et ses confrères le placent à deux reprises à leur tête en qualité de bâtonnier. D'abord suppléant à partir de 1854, il devient juge de paix titulaire en 1858.



Inauguration de la statue du maréchal Serurier en 1863 sur la place de l'hôtel de ville (coll. partic.)

Un gestionnaire habile et prudent

Très tôt membre du conseil municipal, il succède comme maire à Auguste Charpentier de Beauvillé, nommé par décret impérial du 6 juillet 1863.

Louis-Alexandre Vinchon administre la ville de Laon durant huit années consécutives. En cette même année 1863, il est nommé juge suppléant au tribunal civil.

Son passage aux affaires municipales est marqué par une gestion prudente et habile, soucieuse des finances publiques.

Le 21 juillet 1863, il a l'honneur de présider les majestueuses cérémonies liées à l'inauguration de l'imposante statue du maréchal Serurier située sur la place de l'hôtel de ville.

Soucieuse d'accroître les activités économiques, la municipalité acquiert un terrain d'une grande superficie entre la gare et l'ancien hameau Saint-Marcel. Prévu à l'origine pour y édifier un marché couvert, il sert finalement à la construction d'un grand abattoir public.

Alerté par le docteur Paul Blanquinque, médecin à l'Hôtel-Dieu, il lance, pour des questions sanitaires, le vaste projet de réseau de distribution d'eau potable pour les habitants. Un projet ambitieux qui va se concrétiser durant le mandat de son successeur Jacques-François Glatigny.

Au cœur de la guerre (1870-1871)

En tant que maire, Louis-Alexandre Vinchon subit tous les aléas de la guerre de 1870-1871. Lors de la funeste journée du 9 septembre 1870, il faillit payer de sa vie l'explosion de la poudrière de la Citadelle.

Pendant les mois de mars et avril 1871, il est désigné comme préfet provisoire de l'Aisne. En février, puis en juillet de la même année, il est battu par deux fois aux élections législatives.

Le 4 août 1871, il renonce définitivement à ses fonctions de maire tout en restant conseiller municipal mais il est élu en octobre conseiller général du canton de Laon.



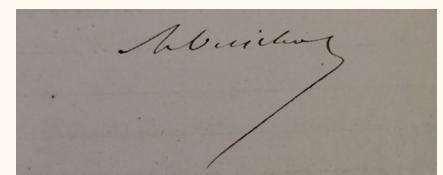
Explosion de la citadelle le 9 septembre 1870
(coll. partic.)

Une légitime reconnaissance

Pendant plus de trente ans, Louis-Alexandre Vinchon prend une part active au développement et au progrès de la Société des secours mutuels comme membre, secrétaire puis président.

Il est chevalier de la Légion d'honneur. Le décret de nomination en date du 12 août 1866 vise les « services distingués » du maire et de l'ancien maire-adjoint de Laon.

Le 20 août 1884, il décède à l'âge de 63 ans et repose au cimetière Saint-Just dans le caveau des familles Cadot-Vinchon.



Signature de Louis Alexandre Vinchon
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D11)

Jacques-François GLATIGNY (1813-1888)

Maire de Laon de 1871 à 1887

Une belle carrière dans l'administration

Fils et petit-fils de relieurs, Jacques-François Glatigny est né à Laon le 18 septembre 1813. Après des études au collège de Soissons, il intègre la préfecture comme employé et accède au grade de sous-chef de bureau. Il entre comme secrétaire à la mairie de Laon en août 1838 et est à l'origine de la première Société de secours mutuels de la ville dont il devient ultérieurement président d'honneur. Comme l'écrit le Courrier de l'Aisne dans sa nécrologie en 1888, « par ses facultés de travail par ses rares qualités d'administrateur, par son esprit d'initiative, à un moment où les conseillers municipaux remplissaient à tour de rôle l'intérim de la mairie, M. Glatigny était le véritable maire de Laon ».

Fouriériste et républicain

Dans les années 1840, Jacques-François Glatigny est adepte des idées fouriéristes, à l'image de Jean-Baptiste André Godin, avec lequel il correspond. Il prône ainsi un meilleur accueil des indigents dans les hospices et publie en 1847 une brochure sur les boulangeries sociétaires.

En raison de ses convictions républicaines, il est démis de ses fonctions par le préfet de l'Aisne après le coup d'état du 2 décembre 1851, et part à Paris pendant 13 ans durant lesquels il est administrateur du Recueil Sirey (recueil général des lois et des arrêts) et du Journal du Palais.

Un investissement municipal

De retour dans l'Aisne, il devient conseiller municipal de la commune de Presles-et-Thierny et se réinstalle à Laon en 1869. Un an plus tard, il y intègre le conseil municipal puis en devient maire en 1871. Il se charge d'abord d'apurer les dettes contractées pendant la guerre franco-prussienne.



Caserne Saint-Vincent (coll. partic.)

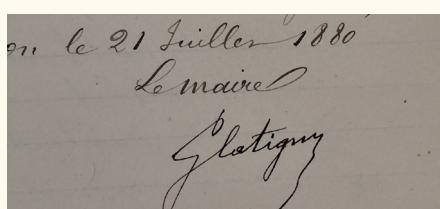


Avenue de la République (coll. partic.)

Il encourage ensuite une politique sanitaire et scolaire. La ville lui doit la création d'un abattoir et le développement de nouvelles écoles primaires, la création du lycée de garçons et la construction de l'école normale d'instituteurs. Enfin, il favorise l'installation d'un régiment d'infanterie et d'un régiment d'artillerie. La pointe Saint-Vincent accueille une caserne, desservie par une nouvelle voie, l'avenue de la République.

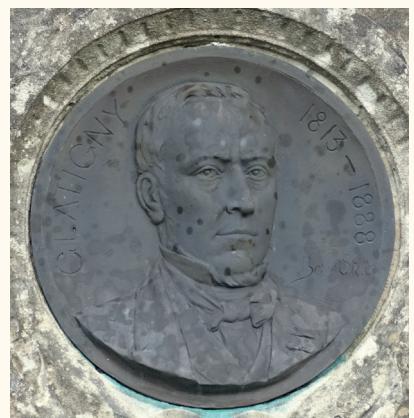
Un mandat inachevé

Il reçoit la Légion d'honneur en 1880. Il démissionne le 3 octobre 1887 à la suite d'une mésentente avec le préfet lors de l'inauguration du lycée.



Signature de Jacques-François Glatigny
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D11)

Il meurt en 1888 et ses obsèques donnent lieu à un grand cortège. En remerciement pour ses mérites, la municipalité offre à sa veuve, Eulalie Godon, une concession perpétuelle dans le cimetière Saint-Just et finance la pierre du monument.



Portrait sur médaille de Jacques-François Glatigny
(cliché J.-Ch. Dumain)

Charles Jules Camille Eugène BONNOT

(1819–1892)

Maire de Laon de 1887 à 1892

Du Doubs à l'Aisne

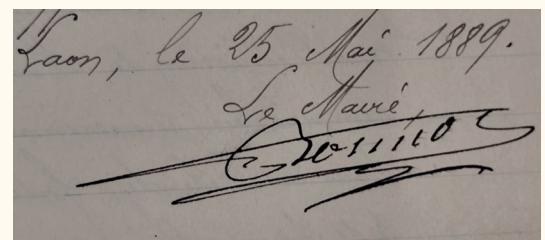
Fils de François Bonnot artisan tanneur et de Thérèse Briot, Charles Jules Camille Eugène Bonnot naît le 21 juin 1819 à Pont-de-Roide dans le Doubs, où naîtra en 1876 Jules Bonnot, un lointain parent passé à la postérité comme chef de « bande ». Charles Bonnot, marchand-tanneur-corroyeur, après avoir séjourné un temps à Château-Thierry, s'installe à Laon en 1859, date à laquelle il achète la tannerie près de la porte d'Ardon. Dès 1870, il est élu conseiller municipal, délégué aux finances puis devient maire le 11 novembre 1887. Il est réélu le 18 mai 1888 mais décède en cours de mandat à Laon le 2 mai 1892.



Aquarelle de la tannerie Bonnot en dessous de la porte d'Ardon,
par Raymond Enard (coll. partic.)

Une équipe municipale sur les rails

Au sein de son équipe municipale, il a entre autres, comme adjoints Adrien Gras-Brancourt, épicer à Vaux et responsable du parti radical, et Paul Doumer, futur président de la République. Ce dernier est à l'initiative du projet de création du tramway reliant la ville basse depuis la gare à la ville haute près de la mairie. Ce projet soutenu et « mis sur les rails » par Charles Bonnot est concrétisé ensuite par Georges Ermant, son successeur à l'hôtel de ville. On lui doit aussi l'installation du musée municipal dans ses locaux actuels, la construction d'écoles à La Neuville, Vaux et Ardon.



Signature de Charles Bonnot
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 1D41)



Façade du temple maçonnique de Laon (cliché A. Reuter)

Les Frères :

Par ailleurs, à l'image de ses deux adjoints déjà cités, Charles Bonnot est initié dès 1859 en franc-maçonnerie et devient vénérable-maître de la Loge laonnaise du Grand Orient de France, Les Frères du Mont Laonnois. Il installe cet atelier maçonnique en cette même ville en faisant l'acquisition d'un immeuble au n° 9 rempart Saint-Just le 24 janvier 1877, avec la participation de 21 autres Frères – dont son fils Virgile Bonnot, son successeur à la tannerie... – au nom de la Société civile immobilière Bonnot.

Grandes pompes funèbres

Plus de 3000 personnes assistent à ses obsèques financées par la municipalité. Parmi de nombreux éloges funèbres prononcés, celui du Grand Maître du GODF, Henri Thulié, précise que « *Charles Bonnot administra sa ville jusqu'à sa mort. Administrateur habile et prudent, il plaça les finances de la ville de Laon dans une excellente situation ; sa grande préoccupation fut la propagation de l'instruction parmi les ouvriers. Il mit toujours en pratique ce principe humaniste « Agis comme tu penses... ! » L'un des ouvriers de sa tannerie eut alors ce mot : « Bonnot n'était pas un patron pour nous, c'était un camarade... »* ».

Georges ERMANT

(1852-1935)

Maire de Laon de 1892 à 1919

Un maire bâtisseur

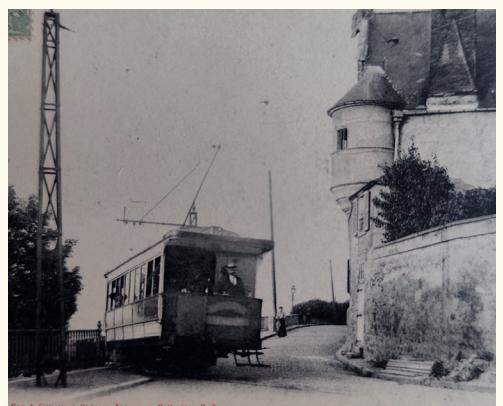
Né le 22 juin 1852 à Laon, Georges Ermant y fait ses études au collège, puis devient architecte. Il réalise notamment l'école normale d'instituteurs à l'âge de 25 ans et le lycée d'état de garçons (actuel collège Le Nain et lycée Julie-Daubié) dix ans plus tard. Attiré par la politique, il est élu conseiller municipal puis succède comme maire à Charles Bonnot en 1892.

Durant son mandat jusqu'en 1919, sont réalisés de nombreux aménagements urbains :

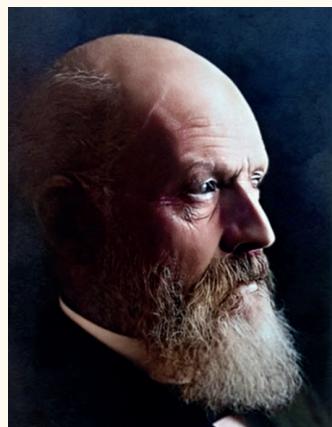
- création des écoles maternelles de Vaux et de Saint-Marcel
- transformation du collège communal de jeunes filles en collège d'état
- création d'un poste de police près de la gare
- agrandissement de la gare
- reconstruction du chœur de l'église de Vaux
- participation à l'inauguration du Monument des Trois Instituteurs de l'Aisne fusillés en 1870-1871
- début de l'électrification de la ville
- restauration de la porte d'Ardon
- construction de l'église Saint-Marcel
- création du tramway municipal et de celui de la banlieue de Laon (ou Chemin de fer de Laon à Nouvion-le-Vineux)
- création d'un Syndicat d'Initiative.



Vue aérienne du lycée et de l'école normale de Laon
(coll. partic.)



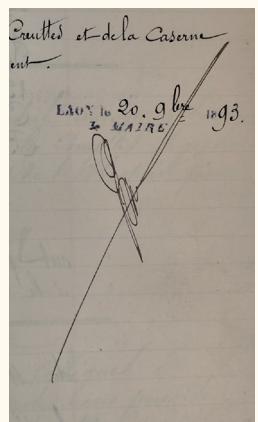
Le tramway de Laon (coll. partic.)



Portrait de Georges Ermant

Maire courage

Durant la Première Guerre mondiale, il choisit de rester à Laon et se dévoue sans compter pour ses administrés en essayant d'atténuer le poids de l'occupation allemande. Il se rend ainsi en Suisse afin d'obtenir une aide pour le ravitaillement de la ville (aide finalement obtenue via la Commission for Relief in Belgium), fait émettre des bons communaux en remplacement du papier-monnaie et ne cesse de négocier avec les autorités militaires allemandes. Pris comme otage avec son épouse lors de l'évacuation de la ville début octobre 1918, il est finalement délivré le 8 novembre, lors de la prise de Vervins par les Français. Revenu à Laon, il choisit de ne pas se représenter aux élections municipales de 1919, remportées par Léon Nanquette.



Signature de Georges Ermant
(Arch. dép. Aisne,
E-dépôt 401 ID44)

Une riche carrière politique

Il intervient au Sénat sur de nombreux sujets concernant le sort des zones dévastées : coopératives de reconstruction, énergie électrique dans les régions libérées. Il est officier de l'Instruction publique et chevalier de la Légion d'honneur. Il meurt à Laon le 13 février 1935. La rue dans laquelle il a vécu toute sa vie porte désormais son nom.

Georges Ermant a exercé successivement les mandats suivants :

- conseiller général du canton de Laon (1894-1925)
- président du Conseil général (1919 à 1925)
- député de l'Aisne (1897-1904)
- sénateur (1904-1930).

Léon NANQUETTE (1873-1934)

Maire de Laon de 1919 à 1929

Des racines ardennaises

Léon Nanquette naît le 25 février 1873 aux Mazures, village des Ardennes. Il est élève à l'école des Arts et métiers de Châlons dont il sort ingénieur. Après son service au 87^e régiment d'infanterie en garnison à Saint-Quentin, il s'installe quelque temps à Hirson, puis en 1896 à Laon où il développe rapidement une usine de fabrication d'appareils de chauffage. Après avoir habité quelques années rue Saint-Jean, il s'établit dans la rue des écoles (actuelle rue Léon-Nanquette) non loin de la nouvelle église Saint-Marcel.



Plaque émaillée au nom de la société Nanquette (Coll. partic.)



Le marché couvert (carte postale, Coll. partic.)

En ville haute, il fait reconstruire le théâtre (actuelle mairie annexe) et le quartier Saint-Martin, aménage les promenades le long des remparts, et charge l'architecte Charles Abella d'édifier dans un style Art déco un marché couvert près de la cathédrale et le monument aux morts. Il fait encore construire plusieurs écoles en ville haute et dans les faubourgs. Il échoue cependant dans son projet de faire passer par Laon le canal de l'Oise à l'Aisne, en cours de reconstruction.

Entre industrie et politique départementale

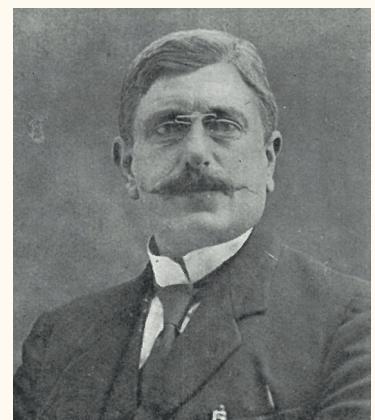
En 1919, il est à l'origine de la formation des établissements Nanquette à Saint-Michel, spécialisés dans la fonte et la fabrication d'appareils de chauffage et de poêles.

À Laon, il fonde et préside l'Union commerciale de l'arrondissement au début du XX^e siècle et favorise la création du syndicat d'initiative. En 1907, il devient membre de la chambre de commerce.

De conviction radical-socialiste, Léon Nanquette est élu conseiller général du canton de Sissonne en 1922. En 1932, il se présente aux élections législatives pour la circonscription de Laon, mais est battu par Henri Rillart de Verneuil.



Grille de la maison de Léon Nanquette portant les initiales L et N (Cliché partic.)



Portrait de Léon Nanquette (Coll. partic.)

Titulaire de la Légion d'honneur, il meurt le 13 octobre 1934, jour des élections cantonales, alors qu'il se représente dans le canton de Sissonne. Il est inhumé au cimetière de Vaux, aujourd'hui déplacé au cimetière de Manoise.

Henri LENAIN

(1869-1960)

Maire de Laon de 1929 à 1935

Un unique mandat...

Fils d'édouard Lenain et de Marie-Louise Hélène Tholon, Henri Lenain naît le 25 juin 1869 à Paris. Après des études de droit dans la capitale, il s'installe comme avocat au barreau de Laon. Marié à Madeleine Tassin en 1900 à Marle, il est père de deux enfants.

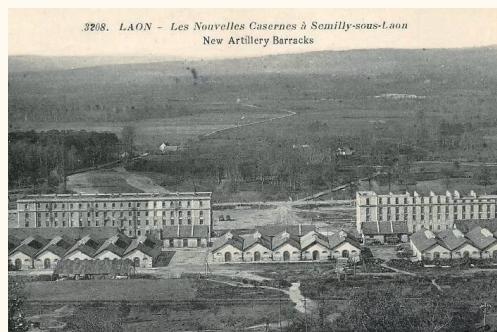
Élu conseiller municipal puis maire de Laon en mai 1929 sur la liste du Parti républicain radical et radical-socialiste, il n'effectue qu'un seul mandat jusqu'en 1935.

Le 28 juillet 1929, il préside aux côtés de Raymond Poincaré, président du conseil, et Paul Doumer, président du Sénat et du Conseil général de l'Aisne, l'inauguration du nouveau monument des Trois Instituteurs de l'Aisne.



Portrait d'Henri Lenain extrait d'une profession de foi électorale
(Arch. dép. Aisne, 3 M 7)

...mais riche de réalisations



Caserne de Semilly (coll. partic.)

Ses quelques années voient également se réaliser divers aménagements. Dans le domaine de l'enseignement, des groupes scolaires sont agrandis, l'école primaire des filles du Plateau s'établit rue des Cordeliers et le collège de jeunes filles s'installe dans des locaux neufs place Foch. L'école normale d'institutrices est inaugurée en 1931 en contrebas de la porte de Soissons.

D'autres lieux familiers des Laonnois prennent place dans le paysage urbain : achèvement des travaux de la caserne Foch à Semilly, création du marché de Vaux sur la place Victor Hugo. Enfin, une régie municipale des eaux voit le jour en 1934.

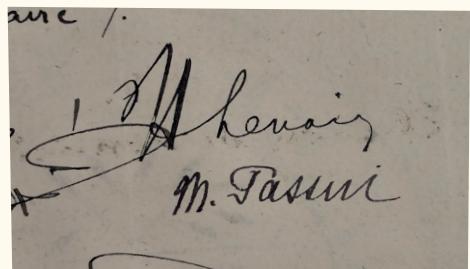
De Laon à Paris

La carrière politique d'Henri Lenain se déploie également à l'échelle départementale et nationale :

- conseiller général du canton de Marle de 1919 à 1935
- vice-président du Conseil général de l'Aisne de 1920 à 1932
- député de la 1ère circonscription de Laon lors d'une élection législative partielle en septembre 1934, en remplacement d'Henri Rillart de Verneuil devenu sénateur.

Opposé à l'Union des Gauches puis au Front Populaire, il est remplacé à la mairie de Laon par le socialiste Marcel Levindrey, en mai 1935 et battu aux élections législatives de 1936 par le socialiste Jean Pierre-Bloch.

Il se retire alors de la vie politique dans sa maison au n° 24 rue Saint-Martin. Il décède le 23 juillet 1960. Une rue de Laon parallèle à la rue Gambetta et à l'ancien tracé du tramway porte son nom.



Signature d'Henri Lenain et de son épouse
(Arch. dép. Aisne, 356 E 59)

Marcel LEVINDREY (1897-1976)

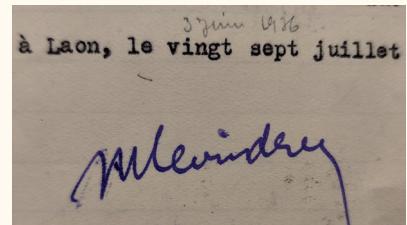
Maire de Laon de 1935 à 1941 et de 1944 à 1965

Celui dont le nom est désormais surtout connu des Laonnois pour le complexe sportif Marcel- Levindrey est né en Bretagne, à Châteaubourg (Ille-et-Vilaine), le 28 septembre 1897. Travaillant dans les assurances sociales, il est l'un des nombreux fonctionnaires venus après la guerre de 1914-1918 dans les « régions envahies ».

Le militant socialiste

Adhérent du parti socialiste SFIO, il devient en 1929 le trésorier de la Fédération de l'Aisne, puis son secrétaire en 1931. Il ne quitte cette fonction qu'à la veille de ses 70 ans, le 31 décembre 1966. À partir de 1935, et pendant trente ans, il est naturellement le candidat de la SFIO aux différentes élections.

Pendant la Seconde Guerre mondiale et l'occupation nazie, alors que les partis de gauche et les syndicats sont interdits, il poursuit dans la clandestinité ses activités politiques, ce qui lui vaut d'être emprisonné à Saint-Quentin, de décembre 1943 à février 1944.



Signature de Marcel Levindrey
(Arch. dép. Aisne, E-dépôt 401 2D18)



Vue aérienne du quartier Champagne (Coll. partic.)



Portrait de Marcel Levindrey (Coll. partic.)

Maire de Laon pendant vingt-cinq ans

Élu maire de Laon le 18 mai 1935, il occupe cette fonction jusqu'à sa destitution par le gouvernement de Vichy le 10 mai 1941. À la Libération, il est réinstallé par arrêté préfectoral du 30 août 1944. De son mandat d'avant-guerre, on retient l'ouverture d'ateliers municipaux en 1936, l'installation systématique de l'éclairage électrique public et le début des travaux de la déviation des nationales 2 et 44 au sud de la ville.

L'après-guerre est essentiellement occupé par la reconstruction d'une ville qu'il faut aussi doter d'équipements collectifs : nouvelle adduction d'eau potable, station d'épuration, vaste complexe sportif.

Déjà conseiller général, le maire de Laon est élu député de l'Aisne de 1946 à 1958. Après le retour au pouvoir du général de Gaulle, il perd son mandat en 1958. À nouveau candidat en 1962, il est battu par le gaulliste Guy Sabatier.

Un maire urbaniste

La ville de Laon a terriblement souffert des bombardements de l'aviation britannique en 1944. La municipalité Levindrey adopte en 1946 un « projet de reconstruction et d'aménagement ». Son auteur est l'architecte communiste André Croizé, un disciple de Le Corbusier dont il s'inspire de façon évidente dans les longues façades du quartier de la gare et les larges ouvertures vers la ville haute. En 1962, André Croizé est sollicité pour un second programme.

Plus ambitieux encore que le précédent, ce nouveau plan donne naissance aux 1 850 logements du quartier Champagne et à l'église du Sauvoir ainsi qu'à la zone industrielle nord-est. De 1946 à 1962, Laon voit sa population passer de 17 000 à 25 000 habitants, une augmentation sans précédent de presque 50 %.

Ayant perdu tous ses mandats électifs, Marcel Levindrey met fin à sa carrière politique en 1970. Il décède le 2 décembre 1976. Il repose au cimetière d'Athies-sous-Laon, dans le caveau de famille de sa première épouse.



Portail d'entrée du stade Marcel-Levindrey à Laon (Cliché partic.)



Médaille sur sa pierre tombale à Athies-sous-Laon (Cliché partic.)

René GÉRANDAL

(1889-1977)

Maire de Laon de 1941 à 1944

René Amédée Raymond Gérandal est né le 21 juin 1889 dans les Ardennes, à Chémery, près de Sedan. Son père est percepteur.

Premières épreuves

Mobilisé en 1914, René Gérandal est gravement blessé le 8 octobre 1915 à la ferme des Wacques, près de Souain (Marne). Il doit être amputé de l'avant-bras droit et est réformé. Il se marie le 10 mai 1920 à La Capelle avec Thérèse Hurtu et s'installe comme notaire à Laon. Une petite fille naît en 1928, mais en août 1930, c'est le drame : leur bébé François décède le lendemain de sa naissance et la Maman trois jours plus tard. Devenu veuf avec une petite fille, René Gérandal se remarie à Paris en 1932 avec Nelly Vasseur qui est médecin-pédiatre. Deux autres enfants naissent ensuite, Colette en 1933 et François Edmond en 1935.

Maire nommé par Vichy

En mai 1941, la municipalité dirigée par le socialiste Marcel Levindrey qui a été élue en 1935 est révoquée par le gouvernement de Vichy. Un arrêté signé le 5 mai nomme « René Gérandal, notaire », comme maire de Laon. En vertu de la loi du 16 novembre 1940, c'est à lui que revient de composer son conseil municipal et d'en proposer la liste au préfet pour validation.

Ce conseil, constitué sur une base professionnelle, comprend quatre « pères de familles nombreuses » et aussi, pour la première fois à Laon, une femme, Madame Marguerite Klein.

Lors de la réunion du conseil du 7 août 1941, une délibération change le nom de la « rue Salengro » qui redevient la « rue des écoles », de même que le « gymnase Jean-Jaurès » devient la « salle Victor-Basselet », parce que ces noms « ne répondent plus au caractère d'Union nationale qui doit préluder à la politique de rénovation instaurée par le gouvernement ».

En mars 1943, sa fonction de maire de Laon lui vaut d'être nommé au Conseil départemental de l'Aisne qui remplace le Conseil général. Dès le 30 août 1944, jour de la libération de la ville par les troupes américaines, le nouveau préfet de l'Aisne suspend la municipalité Gérandal. Mais René Gérandal continue d'expédier les affaires courantes jusqu'au mois d'octobre.

Épuration ou ostracisme ?

Après la Libération, René Gérandal n'a été ni arrêté, ni traduit pour collaboration devant une cour de justice. Mais son nom, définitivement associé au régime de Vichy, ne figure pas dans la liste des maires dans l'escalier de l'hôtel de ville de Laon. Quatre-vingt ans après, doit-il toujours être compris dans le même mépris que le maire collaborateur de Saint-Quentin qui est exécuté par la Résistance le 31 mars 1944 ?

Dans son édition du 25 février 1944, le journal collabo L'Argus de l'Aisne note l'absence de la municipalité de Laon, contrairement à d'autres villes de l'Aisne, à la conférence « Serons-nous bolchevisés », tenue par un ancien membre de la Légion des Volontaires Français.

En juin 1959, un rapport des Renseignements généraux est tout aussi formel : « Bien que dévoué au régime du Maréchal Pétain, M. Gérandal ne s'est jamais fait remarquer pour collaboration avec l'ennemi ».

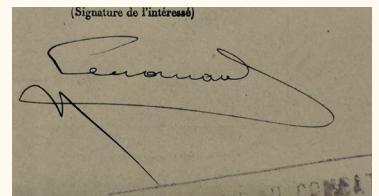
René Gérandal est décédé à Laon le 1er février 1977.



Carte d'ancien combattant
de René Gérandal
(Arch. dép. Aisne, 3 R 2 / 565, dossier n° 22513)



Portrait de René Gérandal
(coll. partic.)



Signature de René Gérandal
(Arch. dép. Aisne, 3 R 2 / 565, dossier n° 22513)

Guy SABATIER

1917-2011

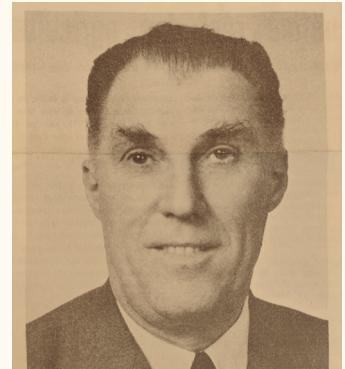
Maire de Laon de 1965 à 1977

Un Breton d'origine

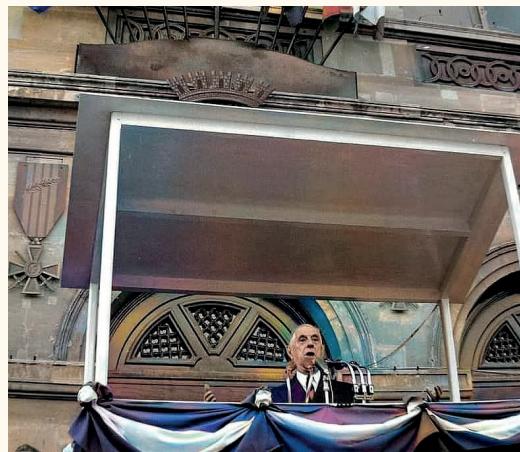
Né le 2 octobre 1917 à Vitré (Ille-et-Vilaine), Guy Sabatier est le fils de Lucien Sabatier contrôleur des contributions directes et de Marie Lemarchand. Il fait ses études au Collège de Saint-Malo puis à la Faculté de Droit de Paris.

Diplômé d'études supérieures de droit public, il s'installe en 1942 comme avocat à la Cour d'appel de Paris.

En 1940, officier de cavalerie, il est gravement blessé par balle à la poitrine, lors d'une mission de reconnaissance.



Portrait de Guy Sabatier
(Arch. dép. Aisne, 4^e R 464)



Discours prononcé par le général de Gaulle à Laon en 1964
(coll. partic.)

Un fervent gaulliste

À la Libération, Guy Sabatier s'engage en politique. Vouant une grande admiration au Général de Gaulle, il milite au sein de son mouvement. Après plusieurs échecs électoraux, principalement à Paris, c'est dans l'Aisne qu'il obtient ses premiers succès, au début des années 60 :

- élu député UNR-UDT de la 1ère circonscription de l'Aisne en 1962 puis réélu en 1967 et en 1968. À l'Assemblée nationale, il siège à la commission des finances, d'abord comme vice-président de 1967 à 1969, puis rapporteur général de 1969 à 1973
- élu maire de Laon en 1965 et réélu en 1971
- élu conseiller général du canton de Laon-Nord en 1973
- membre du Conseil régional de Picardie à partir de 1968 et vice-président en 1970

« Laon ancienne capitale de la France et ville d'avenir »

En vingt ans de présence dans l'Aisne et à Laon, où il réside boulevard Michelet puis promenade de la Madeleine, Guy Sabatier a fortement marqué de son empreinte la ville préfecture.

Durant ses deux mandats de maire, il œuvre, avec l'aide de ses adjoints, dans plusieurs domaines :

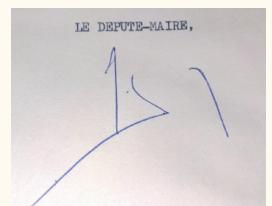
- le développement de l'emploi industriel avec l'implantation d'entreprises : Perena, Salsi, Noirot, Cordons et Equipements
- le logement avec de nouvelles zones d'habitations dans les quartiers Île-de-France et Montreuil
- la construction d'équipements : la Maison des Arts et des Loisirs à la place du marché couvert, la piscine panoramique à Classon, le transfert de la bibliothèque à l'abbaye Saint-Martin et d'une partie des services de la mairie dans l'ancienne église Saint-Rémy-au-Velours
- l'aménagement de promenades ombragées et de parkings au pied des remparts.



L'Avenir de Laon, édition décembre 1964, journal local mensuel (Arch. dép. Aisne, 4^e R 624)

Laon pour l'éternité

À l'issue de ses mandats électifs à Laon, Guy Sabatier devient PDG de la Société des Entreprises de Presse à Paris puis, la retraite venue, il se retire dans le Var à Six-Fours-les-Plages où il décède en 2011. En choisissant sa dernière demeure au cimetière Saint-Just, il reste fidèle à sa ville d'adoption et aux Laonnois. Il est décoré de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palme, officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre national du Mérite.



Signature de Guy SABATIER

Robert AUMONT (1922-2004)

Maire de Laon de 1977 à 1983

Le combattant de l'ombre

Né le 6 juillet 1922 à Laon, Robert Aumont est le fils de René Aumont, agent technique des Ponts et chaussées, et d'Hélène Crouillot, employée des Postes. Après des études secondaires au lycée de garçons, Robert Aumont suit pendant trois ans, de 1937 à 1939, les cours de l'école pratique de commerce et d'industrie annexée au lycée. Par la suite, il exerce plusieurs métiers dont celui de conducteur de machines à l'imprimerie Bruneteaux. Dès mars 1943, dans le cadre du STO, il part sous bonne garde en Allemagne. En août 1943, il s'évade de l'hôpital de Düsseldorf où il a été admis pour une crise d'appendicite aigüe, puis il rejoint Laon, le jour de l'arrestation de Louise Macault à laquelle il est fiancé. Désormais réfractaire au STO, il se réfugie de longs mois, avec d'autres, à la ferme Saint-Antoine de Neuville-sur-Ailette et participe activement à des actions de résistance. Le 21 août 1945, il épouse Louise Macault. Revenue fortement affaiblie du camp de Ravensbrück, celle-ci décède le 28 août 1946. En secondes noces, il épouse Yvonne Blouquy, amie d'enfance de Louise Macault.



Mariage de Robert Aumont avec Louise Macault (1946)
(Arch. dép. Aisne, 134 J 6)

De l'enseignement technique aux fonctions électives

En 1949, Robert Aumont est reçu au concours de professeur de l'enseignement technique. Il obtient un poste au lycée de garçons et très rapidement, il occupe la fonction de chef des travaux. Avec grande ardeur, il se consacre à sa tâche, contribuant à l'agrandissement des locaux et à l'amélioration des équipements. Entre-temps, sur l'insistance de ses amis, il se présente aux élections municipales de 1959 et devient conseiller de Marcel Levindrey. Il met toute son énergie pour la construction d'un nouveau lycée technique qui est finalement ouvert en ville basse en 1969 et prend le nom de Pierre-Méchain. Robert Aumont est considéré comme le « père » de cet établissement. Issu d'une famille socialiste, Robert Aumont adhère jeune adulte à la SFIO puis au PS.

Aux élections cantonales de mars 1970, il succède à Marcel Levindrey comme conseiller général du canton de Laon. Il conserve ce mandat jusqu'en 1982, année où il est battu par le candidat RPR Jean-Claude Lamant. En mars 1973, il est élu député de la 1ère circonscription de l'Aisne en battant le gaulliste Guy Sabatier, alors député-maire de Laon. Puis il est réélu en 1978 et 1981. Il est également conseiller régional de Picardie de 1973 à 1981.



Professeurs du lycée de garçons en 1956. Robert Aumont est au 2e rang, 4e en partant de la gauche
(Coll. partic.)

Trait d'union entre ville basse et ville haute

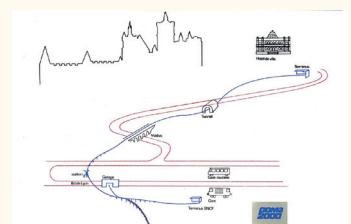
Du 21 mars 1977 au 13 mars 1983, Robert Aumont est maire de Laon. Doté d'un grand sens de l'intérêt public, il œuvre pour le développement de la ville et le bien-être de ses habitants avec une gestion rigoureuse.

C'est lui qui lance le vaste programme de la réhabilitation de la Cité des Cheminots. Il marque profondément l'histoire de Laon en imposant l'idée du Poma 2000, un moyen de transport automatique à traction par câble reliant le quartier de la gare à la cité médiévale. Construit à partir de 1983 sur l'ancien tracé du tramway à crémaillère datant du XIXe siècle, le Poma est en service de 1989 à 2016.

Titulaire de la croix d'officier des Palmes académiques, Robert Aumont est titulaire de la croix de la Légion d'honneur qui lui a été remise par François Mitterrand. À l'issue de ses mandats électifs, Robert Aumont se retire à Paris. Il décède le 30 septembre 2004 et choisit sa dernière demeure au cimetière de Villers-Cotterêts, dans le caveau de sa seconde épouse.



Portrait de Robert Aumont
(Coll. partic.)



Plan du tracé du Poma 2000 de la gare à la mairie (Arch. dép. Aisne, 1659 W 38)

